

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REMEA

Chemin du Halage
Lieu-dit le Noyer Fleury
27600 Gaillon

Références : UBDEO.ECD.2025.361
Code AIOT : 0003901459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement REMEA implanté Chemin du Halage Lieu-dit le Noyer Fleury 27600 Gaillon. L'inspection a été annoncée le 06/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMEA
- Chemin du Halage Lieu-dit le Noyer Fleury 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0003901459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de REMEA à Gaillon est une plateforme de traitement et de valorisation des terres polluées autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juillet 2020.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 4.3.12	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage des déchets en extérieur	Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 7.5.9	Sans objet
2	Conditions d'entreposage des terres et déchets	Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 8.2	Sans objet
3	Dégradation biologique biopile	Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 8.5.1	Sans objet
4	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 4.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non conformités relatives au stockage extérieur, au panneautage des déchets et au système d'aération, relevées lors de la visite d'inspection du 24 septembre 2024, ont été de nouveau contrôlées.

Le jour de la visite d'inspection, ces prescriptions étaient respectées.

Le suivi des eaux souterraines a également été contrôlé. Bien que la fréquence des analyses soit conforme, il a été constaté qu'un des paramètres prescrits par l'arrêté préfectoral (les BTEX) n'est pas contrôlé lors des analyses d'eau dans les trois piézomètres du site.

Il est donc demandé à l'exploitant de se mettre en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage des déchets en extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 7.5.9
--

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques inondations
Prescription contrôlée : Le stockage de déchets ne pourra pas être autorisé en dehors du bâtiment et de toute partie qui ne pourrait être isolée d'une inondation.
Constats : Lors de l'inspection du 24 septembre 2024, l'inspection des installations classées avait constaté la présence de déchets entreposés à l'extérieur du bâtiment. Il a ainsi été demandé à l'exploitant de procéder à leur évacuation immédiate de l'extérieur du site et de : <ul style="list-style-type: none"> • fournir des précisions concernant les dépôts en extérieurs: fiche d'identification des déchets, certificat d'acceptation préalable, localisation, tonnage; • d'analyser les informations et de conclure (ou non) sur le caractère inerte et non dangereux; • faire évoluer ses procédures et ses pratiques L'exploitant a, par la suite, envoyé les trois CAP ainsi que leur rapports d'analyse (CAP 24052301, CAP 24062801 et CAP 24061301). Lors de l'inspection du 17 octobre 2024, il a été constaté qu'aucun stock n'était présent à l'extérieur des bâtiments. Lors de cette inspection du 24 novembre 2025, il n'a pas été constaté de stockage de déchets à l'extérieur du bâtiment. L'exploitant a indiqué qu'il a bien intégré cette prescription de l'arrêté préfectoral pour ne plus stocker en extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions d'entreposage des terres et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : Les terres et déchets entrants sont accueillis : <ul style="list-style-type: none"> • soit en attente de traitement puis d'expédition ; • soit en transit uniquement (passage sur le site sans traitement). Le site est organisé en zones de transit / d'attente avant traitement puis attente avant expédition en fonction du traitement et de la dangerosité des terres et déchets accueillis. La durée maximale de transit ou de traitement des déchets est de 3 ans s'ils sont destinés à être valorisés ultérieurement ou 1 an s'ils sont destinés à l'élimination à compter de la date de réception des déchets sur site jusqu'à la date d'expédition des déchets. Les zones de stockage et de traitement sont clairement délimitées et identifiées sur le site sur un plan tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant est en mesure de justifier en permanence le respect des quantités maximales fixées à l'article 1.5.2.

Les lots de chacun des producteurs ou détenteurs initiaux y sont clairement délimités et identifiés.

Un plan disponible sur le site et le panneauage des lots indique :

- le numéro de la zone et ou casier ;
- le numéro et nom de chacun des lots de déchets stockés sur la zone, ainsi que leur date d'arrivée sur site ;
- la caractéristique des terres et déchets présents dans la zone (pollution / organique / minérale...) ;
- la quantité de terres ou déchets présents dans la zone ;
- la date d'identification de cette quantité ;
- l'opération effectuée ou en cours sur le déchet (transit, lavage, traitement biologique).

Constats :

Le jour de l'inspection du 24 septembre 2024, il avait notamment été constaté qu'un des casiers, en cours d'utilisation, n'était pas formellement identifié (aucune indication sur la provenance, le numéro du lot, la date d'arrivée, le type de pollution, etc.), et contenait des boues liquides.

Par mail en date du 1er octobre, l'exploitant a informé l'inspection que le casier avait été démonté le lundi 30 septembre, photos à l'appui. Lors de l'inspection du 17 octobre 2024, il avait été constaté qu'aucun stockage de boues liquides n'était présent au sein des installations.

Il avait été également demandé à l'exploitant de faire évoluer ses procédures et ses pratiques pour être en mesure de présenter un plan ainsi qu'un panneauage complet et à jour.

Le jour de l'inspection, il a été constaté:

- la présence d'un plan (en date du 21/11/2025) indiquant pour chaque casier les quantités entreposées, les CAP, caractéristiques des terres et déchets présents dans la zone et l'opération à effectuer ou en cours sur le déchet ;
- pour chaque casier, un panneauage adéquat tel que précisé dans les prescriptions de l'arrêté préfectoral ;
- aucun déchet liquide.

Il a également été vérifié par sondage que la durée d'entreposage maximum était respectée. Ainsi le casier n°16 contient des terres et cailloux (code 17 05 04) en attente de traitement qui sont sur site depuis février 2025, ce qui respecte la durée maximale, quelle que soit leur destination (valorisation ou élimination).

L'exploitant a expliqué que des tests de traitement étaient en cours sur des déchets issus du casier 9: deux petites quantités (80 tonnes et 100 tonnes) ont été momentanément stockées dans le casier 11 pour faire deux tests. Cependant, aucun panneauage n'avait été prévu pour ces petites zones de tests.

Il est demandé à l'exploitant d'ajouter un panneauage pour ces deux lots en casier 11, afin de les identifier, et de tenir à la disposition de l'inspection un justificatif (par exemple une photo).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dégradation biologique biopile

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 8.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Système d'extraction
Prescription contrôlée : <p>Le traitement biologique est basé sur le développement de micro-organismes opérant une dégradation métabolique sur les molécules organiques. Ces opérations correspondent à une rupture des chaînes carbonées dont les produits résiduels sont principalement des composés minéraux, de l'eau (H₂O) et du dioxyde de carbone (CO₂), sans danger pour l'environnement.</p> <p>Ce processus naturel est accéléré en créant des conditions de développement optimales pour la flore endogène d'une part (bio-stimulation) ou en inoculant des organismes exogènes susceptibles d'améliorer la biodégradation (bio-augmentation).</p> <p>Le traitement biologique s'applique à des matériaux contaminés par :</p> <ul style="list-style-type: none">- des hydrocarbures pétroliers (essence, diesel, lubrifiants légers, huiles) ;- des composés mono-aromatiques (BTX) ;- certains HAP (naphtalène et phénanthrène en particulier). <p>Ce procédé reposant sur une dégradation biologique en milieu aérobie implique la mise en œuvre d'un système d'aération permettant l'apport d'oxygène. L'apport en oxygène, nécessaire à l'activité bactérienne, sera réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit via un système d'aération dynamique (aspiration, débit de 10 000 m³/h) dans les deux casiers au sud du bâtiment process, dédiés aux terres et matériaux les plus pollués (Matériaux chlorés par exemple). <p>Le système d'extraction aura une puissance maximale de 200 kW. En cas de coupure électrique, un groupe électrogène d'une puissance maximale de 20 kW assurera l'alimentation électrique des extracteurs de secours afin de garantir l'extraction des pollutions volatiles ;</p> <ul style="list-style-type: none">- soit par un retournement mécanique des terres et matériaux pollués permettant leur aération.
Constats : <p>Lors de l'inspection du 24 septembre 2024, il avait été constaté que le système d'aération dynamique n'était pas en route lors de l'inspection, malgré présence de déchets dans le casier de traitement biopile en cours de traitement. Il avait donc été demandé à l'exploitant de maintenir une aération du bâtiment via le système d'aération dynamique quand les conditions le requièrent, et de faire évoluer sa procédure afin de garantir le bon fonctionnement de l'extraction.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de déchets en cours de traitement via un système d'aération dynamique dans le casier 12, ainsi que le fonctionnement du système d'aération.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté que seul le casier 12 est équipé d'un système d'aération dynamique : le casier 11 également au sud du bâtiment process n'en possède pas.</p> <p>La personne sur site a indiqué ne pas savoir la raison pour laquelle seul un casier est équipé,</p>

n'étant présent que depuis deux ans sur site. Toutefois, il nous a expliqué qu'une nouvelle unité de ventilation forcée est en cours d'étude pour le casier n°11. Le positionnement ayant été choisi par rapport aux alimentations électriques sur site. Un nouveau filtre à charbon sera potentiellement installé si le projet voit le jour.

L'inspection des installations classées lui a rappelé que ce changement doit être porté à la connaissance de l'administration pour modifications dans l'arrêté préfectoral des prescriptions relatives à la ventilation et aux rejets (notamment justification, localisation, type de ventilation, condition du rejet, date prévisionnel de mise en route, ...).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau, à savoir les eaux du réseau public et le forage industriel, sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement pour le forage industriel et annuellement pour le point de captage du réseau d'eau publique. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)	Prélèvement maximal
Eau souterraine	alluvions de la Seine et la nappe de la craie	15000 m ³ /an	10 m ³ / heure maximum

Un ou plusieurs disconnecteurs ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique et dans la nappe.

L'eau sera utilisée sur le site pour les besoins suivants et aura pour origine :

Utilisation	Quantité estimée	Origine
Besoins sanitaires (lavabos, douches, toilettes...)	200 m ³ /an	Eau potable (réseau public)

Besoins industriels de l'installation de lavage des terres et déchets	3068 m ³ /an	Fonctionnement en circuit fermé de la boucle de lavage Eaux pluviales de toiture, eaux de forage (20m ³ /h ou réseau public si besoin
Besoin industriel de l'installation de traitement biologique (élevage de bactéries)	15230 m ³ /an pour un traitement maximal de 128000 T/an	Eaux pluviales de toiture eaux de forage (20m ³ /h ou réseau public si besoin,
Autres : arrosage des pistes et lavage des engins	-	Bassin de stockage des eaux pluviales

Les consommations en eau de l'installation de lavage sont enregistrées.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un fichier contenant les relevés hebdomadaires pour le forage ainsi que pour le point de captage du réseau d'eau publique. Les fréquences de relevé sont ainsi respectées.

L'installation de lavage n'étant pas en route, cela réduit fortement les besoins industriels en eau.

A date du 21 novembre 2025 (date de dernier relevé hebdomadaire), l'exploitant a indiqué avoir consommé , au cours de l'année 2025, 10 m³ pour le puits et 63 m³ pour l'eau de ville, ce qui est inférieur au prélèvement maximal autorisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 4.3.12

Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres

Prescription contrôlée :

Article 4.3.12 Article 4.3.12. Réseau eaux souterraines

L'exploitant entretient un réseau de piézomètres permettant un suivi de la qualité des eaux souterraines. Ce réseau comporte au minimum 3 piézomètres (PZ1 ; PZ2 ; PZ3) permettant un suivi semestriel de la qualité des eaux (cf. chapitre 9.2.3 des présentes prescriptions et annexe).

Article 9.2.3 Suivi des eaux souterraines

Les 3 piézomètres mis en place font l'objet d'un suivi.

Les paramètres analysés sont à minima les mêmes que ceux analysés dans le cadre des rejets d'eau superficielles et/ou mis en évidence dans le cadre du diagnostic de l'état de pollution du sol et sous-sol :

Paramètres	Périodicité de l'autosurveillance assurée par l'exploitant
MES	Semestrielle
Indice phénols	Semestrielle
Cyanures totaux	Semestrielle
HAP	Semestrielle
BTEX	Semestrielle
COHV	Semestrielle
Alcools et solvants polaires	Semestrielle
Composé organique halogénés en AOX	Semestrielle
Arsenic et composés (en As)	Semestrielle
Cadmium et composés (en Cd)	Semestrielle
Chrome Hexavalent	Semestrielle
Chrome et composés (en Cr)	Semestrielle

Cuivre et composés (en Cu)	Semestrielle
Mercure et composés (en Hg)	Semestrielle
Nickel et composés (en Ni)	Semestrielle
Plomb et composés (en Pb)	Semestrielle
Zinc et composées (en Zn)	Semestrielle
Fer, aluminium et composés	Semestrielle
Fluor et composés (en F)	Semestrielle
Manganèse et composés (en Mn)	Semestrielle
Métaux totaux (somme)	Semestrielle
Hydrocarbures totaux (HCT)	Semestrielle
Azote global	Semestrielle
Phosphore global	Semestrielle
Carbone organique Total (COT)	Semestrielle

Le puits industriel de pompage des eaux de la nappe fait l'objet d'un suivi tel que défini à l'article 4.1.2.2. Cette surveillance porte sur les paramètres du tableau ci-avant.

Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l'Inspection des Installations Classées accompagnés de tous commentaires utiles à leur compréhension (plan de situation, sens d'écoulement des eaux, suivi de tendance sous forme de graphique et tableaux, analyse de

référence, ...).

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant, en accord avec l'Inspection des Installations Classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. Il sera également précisé :

- les éventuelles anomalies, incidents ou accidents à l'origine du dépassement ou de la dérive ;
- les actions immédiatement mises en œuvre pour résorber les anomalies ou pour juguler la dérive amorcée ;
- les dispositions prises pour éviter le renouvellement de ce type de situation.

Un bilan de ces résultats sera réalisé tous les 4 ans. Au bout de cette période, l'adaptation de ce programme pourra être examinée et proposée par l'exploitant et un nouveau programme mis en œuvre après accord de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapport d'analyses des eaux souterraines des trois piézomètres.

Pour l'année 2024, deux suivis ont été effectués: en février puis en juillet 2024.

Pour l'année 2025, un suivi a été effectué en juin, et le second est prévu pour décembre 2025.

La fréquence semestrielle est respectée, mais l'exploitant veillera à ne pas trop espacer les suivis (10 mois entre juillet 2024 et juin 2025). De plus, il a été constaté sur site que les piézomètres, bien que cadenassés, ne sont pas identifiés (n°1, n°2, n°3). L'exploitant veillera à remédier à leur identification sur site.

Par ailleurs, le rapport annuel 2024 mentionnait des anomalies sur le zinc. Ce paramètre a donc été spécifiquement vérifié pour le suivi du premier semestre 2025, et aucune anomalie n'est détectée (3.7 microgramme/l pour les piézomètres 1 et 2, et 2.5 microgramme/l pour le piézomètre 3).

L'inspection des installations classées a également vérifié si toutes les analyses prescrites par l'arrêté préfectoral sont réalisées. Il s'avère que les BTEX (Benzène – Toluène – Ethylbenzène – Xylènes) n'ont pas été mesurés dans les piézomètres en 2024 et 2025 (les années précédentes n'ont pas été vérifiées). Il s'agit d'une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous 3 mois, de réaliser le suivi des BTEX dans ces trois piézomètres, et de tenir à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports d'analyse.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

